

Chers Amies et Amis :

Au Brésil, il y a un génocide ! Au moment où j'écris, 16 juillet 2020, le Covid-19, qui est apparu ici en février de cette année, a tué 76.000 personnes. Ce sont près de 2 millions de personnes infectées. D'ici dimanche 19 juillet 2020, nous atteindrons 80.000 morts. Il est possible qu'aujourd'hui, en lisant cet appel dramatique, il atteigne 100.000 morts.

Quand je me souviens que pendant la guerre du Vietnam, pendant plus de 20 ans, 58.000 vies de militaires américains ont été sacrifiées, je saisis l'étendue de la gravité de ce qui se passe dans mon pays. Cette horreur provoque l'indignation et la révolte. Et nous savons tous que les mesures de précaution et de restriction, adoptées dans tant d'autres pays, auraient pu empêcher une telle mortalité.

Ce génocide est le résultat de l'indifférence du gouvernement Bolsonaro. Il est intentionnel. Bolsonaro se complait de la mort des autres. Lorsque le député, dans une interview télévisée en 1999, a déclaré: « Grâce au vote, vous ne changerez rien dans ce pays, rien, absolument rien! Cela ne changera, malheureusement, que si un jour nous entrons dans une guerre civile ici, et faisons le travail que le régime militaire n'a pas fait : tuer quelques 30 000 personnes. »

Votant en faveur de la destitution de la présidente Dilma Russef, il a offert son vote à la mémoire du tortionnaire le plus notoire de l'armée, le colonel Brillhante Ustra.

Il est tellement obsédé par la mort, que l'une de ses principales politiques gouvernementales est la libération du commerce des armes et des munitions. Interrogé à l'extérieur du palais présidentiel s'il ne se souciait pas des victimes de la pandémie, il a répondu : « Je ne crois pas à ces chiffres » (27/3/20 : 92 morts) ; « nous mourrons tous un jour » (29/3/20 : 136 décès); « et quoi? Qu'est-ce que tu veux que je fasse ? (28/4/20 : 5.017 décès).

Pourquoi cette politique nécrophile ? Dès le début, il a déclaré que l'important n'était pas de sauver des vies, mais de sauver l'économie. D'où son refus de décréter le confinement, de se conformer aux directives de l'OMS et d'importer des respirateurs et des équipements de protection individuelle. Il a été nécessaire que la Cour Suprême délègue cette responsabilité aux gouverneurs et aux maires.

Bolsonaro n'a même pas respecté l'autorité de ses propres ministres de la Santé. Depuis février, le Brésil en a eu deux, tous deux démis pour avoir refusé d'adopter la même attitude que lui, le président. Maintenant, à la tête du ministère, est nommé le général Pazuelo, qui ne connaît rien en question de santé. Il a essayé de cacher les données sur l'évolution du nombre de victimes du coronavirus ; il a désigné 38 militaires dans des fonctions importantes du ministère, sans la qualification requise ; et il a annulé les entretiens quotidiens par lesquels la population recevait des conseils.

Il serait fastidieux d'énumérer ici combien de mesures n'ont jamais été mises en œuvre pour libérer des ressources pour aider les victimes et les familles à faible revenu (plus de 100 millions de Brésiliens).

Les raisons de l'intention criminelle du gouvernement Bolsonaro sont évidentes. Que les personnes âgées meurent, pour sauver les ressources de la sécurité sociale. Que les personnes atteintes de maladies préexistantes meurent, pour sauver des ressources du SUS, le système de santé national. Laisser mourir les pauvres, pour économiser les ressources de l'aide aux familles pauvres (Bolsa Família), et d'autres programmes sociaux destinés aux 52,5 millions de Brésiliens vivant dans la pauvreté et aux 13,5 millions qui sont dans l'extrême pauvreté. (Données du gouvernement fédéral).

Insatisfait de ces mesures létales, le président a mis son veto le 3/7/20 au projet de loi qui imposait l'utilisation de masques dans les établissements commerciaux, les temples religieux et les établissements d'enseignement. Il a également opposé son veto à l'imposition d'amendes à ceux qui enfreignent les règles et à l'obligation du gouvernement de distribuer des masques aux plus pauvres, les principales victimes de Covid-19, et aux 750.000 prisonniers. Ces vetos, cependant, ne l'emportent pas sur les lois locales qui établissent déjà l'utilisation obligatoire des masques.

Le 8/7/20, Bolsonaro a annulé certaines parties de la loi adoptée par le Sénat, qui obligeait le gouvernement à fournir de l'eau potable et des matériaux d'hygiène et de nettoyage, à installer l'accès à internet et distribuer des paniers de base, des semences et des outils agricoles, aux villages autochtones. Il a également opposé son veto au financement d'urgence pour la santé des autochtones, ainsi que la facilitation de l'accès à une aide d'urgence de 600 reais (100 euros ou 120 dollars) pendant trois mois pour les autochtones et les quilombolas. Il a également mis son veto à l'obligation du gouvernement d'offrir plus de lits d'hôpitaux, de ventilateurs et de machines d'oxygénation du sang aux peuples autochtones et aux quilombolas.

Les peuples indigènes et les quilombolas ont été décimés par la dévastation socio-environnementale croissante, en particulier en Amazonie.

S'il vous plaît, divulguez autant que possible ce crime de lèse-humanité. Il est nécessaire que les dénonciations de ce qui se passe au Brésil atteignent les médias de votre pays, les réseaux sociaux, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève et la Cour internationale de La Haye, ainsi que les banques et les entreprises qui hébergent des investisseurs si convoités par le gouvernement Bolsonaro.

Bien avant "The Economist", dans les réseaux sociaux, je traite le président de "Bolso-Néron" – alors que Rome est en flammes, il joue de la lyre et fait la promotion de la chloroquine, un remède sans efficacité scientifique contre le nouveau coronavirus. Cependant, ses fabricants sont des alliés politiques du président...

J'apprécie votre intérêt sympathique à diffuser cette lettre. Seule la pression de l'étranger sera en mesure d'arrêter le génocide qui afflige notre bien-aimé et merveilleux Brésil.

Fraternellement